

## "La mutualisation risque de se faire au détriment de Bastia"



Au conseil départemental de la Haute-Corse, dont le siège se trouve quartier du Fango, les craintes portent notamment sur la représentation de l'institution qui ne se taillera probablement pas la part du lion au sein de la prochaine collectivité. / PHOTOS CHRISTIAN BUFFA

À quelques semaines de la naissance de la nouvelle institution, Jean-Pierre Battestini, secrétaire général de la CGT de Haute-Corse, continue de le marteler: "Il y a encore beaucoup d'inconnues".

Une situation de "flou", à la fois sur les finances, l'harmonisation des statuts des fonctionnaires, de leur mobilité, de la cohérence de l'action publique entre les trois anciennes entités qui ne rassure ni les personnels ni les syndicats.

Dans les rangs de la CGT, on s'inquiète depuis longtemps de "suppressions de services et d'emplois" à très court terme. "Concrètement, la paierie départementale va disparaître en même temps que le CD2B, avec quatre emplois supprimés à la clé qui constituent une perte sèche pour Bastia", explique Jean-Pierre Battestini. Cela va être regroupé à Ajaccio, mais il est évident qu'à terme, ce sera perdu. La même situation semble se profiler au sein du Sdis de Haute-Corse qui, s'il garde son siège opérationnel à Furtani, va forcément regrouper l'administratif. Encore une fois, l'objectif est de réduire les dépenses publiques avec, dans un premier temps, une mutualisation puis un affaiblissement des moyens et une concentration des services et des pouvoirs au détriment de la proximité, et également de Bastia.

Dans une logique de "rationalisation", le représentant syndical estime *in fine* que cette nouvelle collectivité unique, et la mutualisation qu'elle implique, va accentuer et accélérer "les suppressions d'emplois et l'érosion des services publics. Par exemple, à ce jour, il n'est pas certain que nous puissions conserver à terme les deux directions départe-

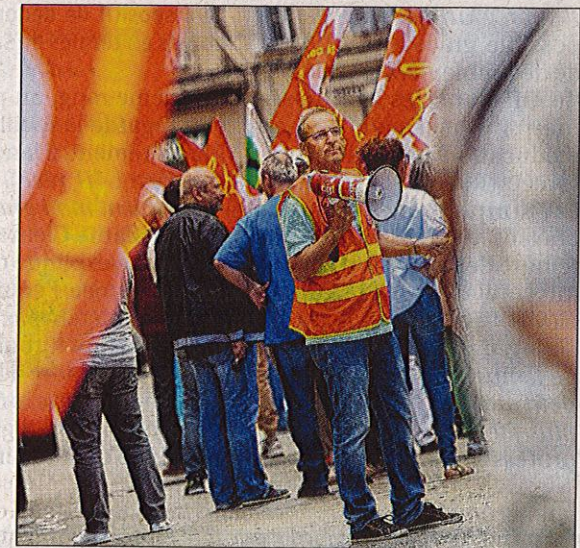
mentales des finances publiques, notamment celle de Bastia, appuie Jean-Pierre Battestini. Une fois de plus, la Corse va servir de terre d'expérimentation pour le gouvernement qui projette, à terme, de supprimer les départements pour faire des économies en régionalisant".

### "Aucune garantie de représentation pour l'actuel CD2B"

Une "centralisation" que la CGT n'est pas seule à craindre. Si certains secteurs comme celui de la justice ne doivent pas être impactés, à l'instar de la cour d'appel qui devrait être maintenue à Bastia en dépit d'une hypothétique réforme de la carte judiciaire (notre édition d'hier), d'autres domaines semblent plus exposés.

À titre d'exemple, alors que la mobilisation bat son plein face à la mauvaise santé financière de l'hôpital de Bastia, nombre de professionnels de santé redoutent de voir le centre hospitalier déclassé au profit du nouveau CH d'Ajaccio qui doit être livré à l'été 2018. Des inquiétudes qui planent également sur d'autres institutions, concernées au premier chef par la mise sur orbite de la nouvelle collectivité unique.

Au conseil départemental de la Haute-Corse, les craintes portent notamment sur la représentation de l'institution qui ne se taillera probablement pas la part du lion au sein de la prochaine collectivité. "Il n'y a, pour l'heure, aucune garantie de représentation pour l'actuel CD2B dans les postes de direc-



Dans les rangs de la CGT, à l'image de Jean-Pierre Battestini, on s'inquiète depuis longtemps de "suppressions de services et d'emplois".

teurs généraux adjoints des services de la nouvelle institution, précise-t-on au Département. Non seulement nous sommes les plus éloignés du futur centre de décision mais les fonctionnaires de Haute-Corse seront proportionnellement les moins nombreux dans la nouvelle collectivité. Sans garantie d'équilibre".